

# Conclusions de l'évaluation du secteur « Formation professionnelle »

Évaluation du secteur « Formation professionnelle » de MISEREOR

## **Brève description des projets évalués et des organisations ayant mené les projets**



L'évaluation sectorielle s'est déroulée en trois temps, entre septembre 2014 et novembre 2015 : (1) une phase bureau (étude des documents) pour acquérir un aperçu général des 106 projets de formation professionnelle soutenus par MISEREOR et cerner le secteur à évaluer ; (2) une phase sur le terrain qui a permis d'approfondir les points clés par l'évaluation de 20 projets caractéristiques menés par 17 organisations en Éthiopie, au Brésil et en Inde ; et (3) une phase de synthèse pour évaluer globalement les résultats des deux phases précédentes.

Cette évaluation a pris en compte les projets classés à MISEREOR dans la catégorie des projets de formation professionnelle formelle et non-formelle dont la date d'allocation remontait aux années 2007, 2008 et 2009. Le montant des subventions se situait entre 25 000 euros et 810 000 euros et, à la date du démarrage de l'enquête, le 1<sup>er</sup> août 2014, ils étaient considérés comme terminés. Un total de 106 projets correspondait à ces critères. Il faut néanmoins préciser qu'un bon nombre d'entre eux comprenait, en plus du volet de formation professionnelle, d'autres secteurs d'activité (avec des jeunes, des femmes, aide à l'emploi en général, etc.). Et vu que MISEREOR a financé plusieurs phases de projet chez certains partenaires durant la période 2007-2009, le terme « projet » peut s'appliquer à l'une des différentes phases d'un même projet voire d'un même partenaire. En tout, l'ensemble examiné concernait 97 partenaires.

Sur cet ensemble de 106 projets, 54 projets provenaient de 19 pays d'Afrique, 40 projets de 17 pays d'Asie et 12 projets de 3 pays d'Amérique latine. Cela montre que la formation professionnelle n'était pas considérée, au cours de la période en question, comme une priorité d'appui en Amérique latine.

Comme dans d'autres domaines, MISEREOR travaille principalement, dans le secteur de la formation professionnelle, avec des acteurs de la coopération au développement issus de milieux ecclésiaux, chrétiens ou confessionnels. Dans 72 % des cas, il s'agit

d'organisations proches des Églises catholique / chrétiennes (diocèses, paroisses, Salésiens, Jésuites, autres congrégations religieuses, CARITAS, etc.). Dans les 28 % restants, ce sont des organisations non gouvernementales ayant un lien avec une religion (bouddhistes, musulmans, par exemple) ou agissant dans le domaine social auprès de groupes défavorisés ou marginalisés. Un tiers environ des projets sous l'égide d'institutions de l'Église est mené par des diocèses ou archidiocèses locaux, 18 % par des Salésiens. Les Jésuites et les associations CARITAS représentent également un pourcentage non négligeable. Au cours de la période visée, MISEREOR travaille depuis très longtemps avec la majorité des porteurs de projets. Ce partenariat remonte pour certains aux années quatre-vingt et même avant. Seuls 18 % des projets sont réalisés par de nouvelles institutions avec lesquelles la coopération doit encore faire ses preuves.

Les partenaires visités et les projets analysés au cours de la phase sur le terrain représentent un large éventail d'organisations et d'approches. Elles ont en commun d'avoir une perception plus large de la formation professionnelle. En marge de la qualification professionnelle, elles visent une amélioration globale des perspectives de développement et d'intégration de jeunes qui n'auraient pas, sinon, accès aux offres de formation professionnelle. La majorité des projets a pour objectif à long terme d'améliorer les revenus et la situation économique des groupes cibles. Certains objectifs se réfèrent à l'amélioration des conditions de vie en général ou à l'intégration des groupes marginalisés. Deux projets évoquent explicitement comme objectif de développement d'améliorer le cadre de la formation professionnelle.

Les personnes visées par ces projets sont en principe des populations en situation de précarité, majoritairement des jeunes et des adultes jeunes - issus de zones rurales comme urbaines. Certains projets appuient la population pauvre en général ; d'autres s'adressent à des groupes spécifiques : par exemple, à des prostituées, des employées de maison, des enfants au travail, des enfants des rues, d'anciens délinquants, des décrocheurs<sup>1</sup> scolaires - hommes et femmes confondus, dans une proportion égale. Les cours se déroulent sans distinction de sexe ou de religion.

---

<sup>1</sup> Pour des raisons de clarté, seule la forme masculine sera utilisée au fil du texte, étant bien entendu qu'elle recouvre aussi bien les individus de sexe masculin que féminin.

Les approches étudiées en Éthiopie au cours de la phase sur le terrain ont consisté en

- un programme de développement urbain, sous l'égide de l'Église à Addis-Abeba, qui cherchait à placer des femmes dans des filières de formation proposées par d'autres porteurs de projets.
- Une ONG qui travaille avec d'anciennes prostituées ; elle leur permet de s'installer à leur compte et d'exercer une activité indépendante en leur offrant des formations courtes, en renforçant leurs compétences et en leur accordant de petits crédits.
- Une école professionnelle / école d'agriculture sous la responsabilité du diocèse dans le nord du pays.
- Un centre de développement mené par un porteur de projets de l'Église qui s'adresse tout particulièrement aux femmes et qui leur offre, entre autres, une formation professionnelle.
- Un centre de formation / centre paroissial dans l'ouest du pays, aussi sous la responsabilité de l'Église.

Organisations et projets étudiés au Brésil :

- une ONG qui met en œuvre un programme d'appui / formation pour enfants des rues et chômeurs dans les zones périphériques défavorisées de la grande banlieue de Recife.
- Un centre pour la réintégration sociale d'anciennes prostituées et filles des rues dans le Pernambouc.
- Un projet de développement rural communautaire au Ceará qui propose entre autres des cours de formation professionnelle dans son programme.
- Un projet de cirque pour enfants et adolescents – anciens enfants des rues – mis en œuvre par une ONG à Rio de Janeiro.
- Un projet d'une ONG de mission-conseil auprès des communautés rurales dans le Piauí comprenant un volet de formation professionnelle.

Organisations et projets examinés de plus près en Inde :

- Un fonds global d'appui à des approches de formation professionnelle non formelle. Celui-ci soutient quelque 90 organisations dans tout le pays, en général de petites ONG en milieu rural, qui proposent différents cours de formation professionnelle.

- Une ONG à Bangalore qui offre un programme de formation professionnelle à des jeunes de castes inférieures.
- Une autre ONG dans le Karnataka qui propose des cours de formation professionnelle dans le cadre d'un programme de développement rural.
- Un programme d'appui intégral à la jeunesse d'une ONG locale dans le Gujarat dont une des composantes a trait à la formation professionnelle.
- Un programme de formation d'anciens enfants travailleurs d'un porteur de projet d'Église qui, en plus d'une éducation de base, propose aussi des cours de formation professionnelle.
- Une ONG dans l'Orissa qui offre des mesures de formation professionnelle à des jeunes dans le cadre d'un projet de réhabilitation et de prévention de la violence.
- Une fondation en Inde qui donne des cours de formation et d'auto-organisation à des employées de maison et qui comporte des cours de formation professionnelle dans son programme.

MISEREOR soutient ses partenaires de diverses manières. D'une part, ce sont toutes les activités des partenaires qui sont soutenues dans certains secteurs prioritaires. D'autre part, ce sont seulement quelques mesures choisies. Un exemple : vingt-trois projets de l'ensemble (soit 22 %) ont eu trait uniquement à des mesures de construction ou d'équipement/ameublement (c.-à-d. que MISEREOR a financé la construction ou l'équipement de centres de formation professionnelle), et huit projets ont été consacrés uniquement à la formation du personnel ou à la qualification des partenaires dans le domaine de la formation professionnelle en finançant, par exemple, des mesures de perfectionnement pour instructeurs ou de développement des programmes d'enseignement. Cependant, l'appui a été accordé en priorité aux approches de formation professionnelle non formelle et intégrée (75 % des projets). La formation professionnelle formelle ne constituant qu'une infime partie des projets (4 %) et les approches duales (5 %) jouant simplement un rôle mineur.

### **Objectifs de l'évaluation et méthodologie**

L'objectif de l'évaluation réalisée en collaboration avec les organisations partenaires de MISEREOR consistait d'une part à souligner les forces et les faiblesses des différentes approches en matière de formation professionnelle de façon à en tirer des

enseignements pour la stratégie d'appui de MISEREOR. Avec cette évaluation, l'Œuvre entendait, d'autre part, rendre compte de l'utilisation des ressources affectées à la formation professionnelle, et ce, par-devant l'opinion publique mais aussi le Ministère de la coopération économique et du développement (BMZ).

Tout d'abord a eu lieu une analyse quantitative de l'ensemble des 106 projets en fonction de critères définis. En parallèle, 35 projets ont été soumis, pendant la phase bureau, à une analyse approfondie et 15 rapports d'évaluation, concernant 18 projets en tout, ont été pris en compte. Dans les trois pays où se sont déroulées les études sur le terrain, 12 organisations partenaires ont été visitées, et leurs approches de formation professionnelle analysées intensivement, six autres partenaires ont été inclus dans le processus d'évaluation par le biais de questionnaires écrits ou de leur participation à des ateliers. En outre, huit organisations partenaires du fonds indien ont été visitées sur place et 33 interrogées par écrit. Au cours de la phase de synthèse qui a suivi, les résultats de la phase bureau ont été comparés à ceux de la phase sur le terrain et analysés sur la base des critères CAD (pertinence, impact, efficacité, efficience et viabilité). Des conclusions et des recommandations globales en ont été tirées.

L'évaluation a été conçue comme un processus d'apprentissage en commun. Que ce soit MISEREOR ou les partenaires sur place, tous ont été intégrés à tous les stades de la préparation et de la réalisation. L'éventail de méthodes a compris :

- L'analyse des documents à MISEREOR et sur place (y compris une analyse des statistiques de placement ou du devenir des sortants de la formation professionnelle).
- Enquêtes : questionnaires écrits et entretiens personnels avec des représentants des organisations partenaires.
- Interviews individuelles et interviews de groupes-témoins avec des élèves, des anciens (élèves sortis de la formation), des instructeurs, des représentants des organisations porteuses – non gouvernementales ou publiques – et du secteur privé.
- Sondages écrits auprès d'élèves et d'anciens sélectionnés.
- Visites aux organisations partenaires et aux établissements de formation sur place.

- Un atelier au démarrage et à la fin de la phase sur le terrain pour la concertation, l'information, la consolidation des résultats. Ces ateliers ont réuni des représentants des organisations partenaires ainsi que d'autres organisations et institutions actives dans le secteur (de la société civile, des pouvoirs publics ou du secteur privé).

L'évaluation a été menée par une équipe d'experts interdisciplinaires : un noyau dur composé de deux femmes et de deux hommes apportant leur expérience dans la formation professionnelle, la promotion des jeunes, la promotion féminine, le développement rural et urbain ainsi que dans les méthodes d'analyse quantitative et qualitative - renforcé par une équipe élargie d'experts internationaux. Sur place, les experts internationaux ont fait appel à des experts locaux, les équipes étant composées d'hommes et de femmes de disciplines différentes. En tout, ce sont 11 experts, dont cinq femmes, qui ont participé à l'évaluation. L'évaluation, ses différentes étapes et résultats intermédiaires ont été discutés avec le groupe d'accompagnement à MISEREOR. Les résultats globaux ont été présentés et discutés au cours d'un atelier final qui a réuni des représentants de MISEREOR, Pain pour le monde et du BMZ.



## **Appréciation de l'évaluation du secteur à l'aide des critères CAD**

### **Pertinence**

Dans tous les projets, on atteint des groupes bénéficiaires qui ont besoin d'un appui particulier et qui n'ont pas généralement accès aux offres de formation formelles existantes. Pour rendre l'offre accessible à ces groupes, les partenaires de MISEREOR offrent des cours à un niveau de formation professionnelle relativement peu élevé, généralement des cours de courte durée. En plus des compétences professionnelles, ils proposent également des compétences sociales et des compétences pour la vie. Le nombre des bénéficiaires peut être estimé à 40 000 – 45 000 personnes par an, ce qui est remarquable vu les possibilités et les ressources mises à disposition par MISEREOR.

Au niveau national, nombre de projets comblent une lacune sur le plan de la conception. Ils montrent comment atteindre des groupes cibles restés jusqu'alors exclus du système de formation officiel. Au niveau international également, la démarche de MISEREOR a une signification importante vu que l'on cherche, au niveau des bailleurs de fonds

internationaux, à mieux utiliser le potentiel de la formation professionnelle comme vecteur pour réduire la pauvreté. Les organisations partenaires de MISEREOR contribuent à améliorer la formation professionnelle des couches de population pauvres et marginalisées, par exemple dans le contexte du secteur informel, et elles adaptent leur offre aux besoins et aux priorités des groupes cibles spécifiques. Beaucoup de partenaires de MISEREOR pourraient servir de modèles pour des approches globales et intégrées. Il n'y a pas, en règle générale, de dissémination de leurs expériences.

Tous les partenaires traitent de questions transversales dans leur travail. L'égalité des sexes mais aussi les droits de l'homme, la participation et la transformation des conflits sont pris en compte. Même si l'offre de formation repose souvent sur la répartition traditionnelle des rôles entre hommes et femmes, il y a déjà des effets très positifs en termes d'égalité homme-femme, ne serait-ce qu'en raison du fait que les femmes apprennent un métier et peuvent générer leurs propres revenus.

### **Impact**

Sur le terrain, les projets obtiennent des effets positifs en termes de promotion de l'emploi, de revenus et d'amélioration des perspectives de vie. Plus précisément, les approches de formation axées sur la pratique et le marché débouchent sur des taux d'emploi élevés. Du fait de la formation, la plupart des participants se sentent mieux intégrés dans la société. Les décrocheurs sont motivés pour retourner à l'école. Les projets renforcent la confiance en soi, l'estime de soi, l'autonomie et la stabilité personnelle des participants, en particulier des femmes, en ce qui concerne notamment leur place au sein de la famille. Ces effets pourraient encore être renforcés par un appui plus prononcé aux réseaux locaux comme, par exemple, les groupes d'épargne, les coopératives, et une combinaison avec les mesures gouvernementales en faveur de la promotion de l'artisanat et de la protection sociale. Peu nombreux sont les projets qui cherchent vraiment à exercer une influence sur le contexte global de la formation professionnelle, même si cela en vaudrait vraiment la peine car il existe là un grand potentiel. Dans les trois pays concernés par l'étude sur le terrain, le secteur public ambitionne aussi de rendre la formation professionnelle accessible aux groupes marginalisés. Les organisations partenaires auraient ici la possibilité de sensibiliser les services publics sur la façon de traiter avec les groupes défavorisés ; elles pourraient aussi partager leur expérience pour l'ouverture des systèmes de formation professionnelle à ces groupes cibles.

## **Efficacité**

Dans la mesure où on a pu le déterminer, les projets de la phase bureau et de la phase terrain ont largement rempli leurs objectifs. Les groupes cibles sont atteints, un accent particulier a été mis sur les femmes et les filles qui ne sont pas, généralement, représentées de manière égale dans la formation professionnelle. Des compétences de base sont transmises permettant de favoriser le développement de la personnalité et de créer les conditions pour l'intégration sur le marché du travail et dans la société. Plus largement, la formation insuffle des valeurs et de la motivation pour œuvrer en faveur de transformations sociales. Les projets contribuent à améliorer les conditions de vie et à augmenter les revenus.

Pour ce qui est de la qualité de la formation, certains domaines ont été identifiés comme pouvant faire l'objet d'améliorations. Ils ont trait aux locaux, à l'équipement, à la formation des instructeurs, à l'orientation vers le marché et à des offres complémentaires pour se préparer à l'autonomie ou au marché (informel). Ce dernier point est particulièrement important pour beaucoup de femmes qui doivent combiner un emploi avec les travaux du ménage. On peut dire globalement que la qualité de la formation est acceptable.

Peu d'organisations partenaires sont accréditées ou ont leurs cours certifiés. De ce fait, les participants n'ont pas toujours la possibilité de s'inscrire à des cours de perfectionnement. L'accréditation pourtant n'est pas toujours utile vu qu'elle conduit à des coûts plus élevés et à l'exclusion de groupes cibles. Ce qui serait souhaitable, c'est d'améliorer la coopération avec les institutions publiques et privées. Cela permettrait de disséminer davantage les expériences et de parvenir à une meilleure diffusion des approches globales.

## **Efficiences**

Les coûts par bénéficiaire sont relativement modestes. Beaucoup d'organisations partenaires s'efforcent d'utiliser le plus rationnellement possible les ressources limitées, par exemple par des emplois du temps flexibles et un bon entretien des infrastructures. La coopération avec des acteurs publics et privés pourrait en partie augmenter l'efficacité s'il y avait, par exemple, un partage des infrastructures. Enfin, un bon nombre de partenaires ne dispose pas de système de suivi des coûts par bénéficiaire ou de suivi des effets.



## **Viabilité**

Au niveau personnel, les projets laissent des traces durables en ce sens qu'ils rendent les sortants plus aptes à évoluer sur le plan social et dans la société. Les bénéficiaires apprennent souvent à se mouvoir dans des contextes différents et à s'adapter au marché du travail en perpétuelle mutation. Les organisations partenaires développent, en partie, de nouveaux contenus modernes pour réagir de manière flexible aux besoins du marché. Par manque de ressources toutefois, il est souvent difficile d'intégrer les nouvelles technologies. Cela peut être un frein pour garantir la pérennité de l'apprentissage.

De plus en plus, les organisations partenaires élaborent des stratégies pour diversifier leurs sources de revenus et s'affranchir du financement de donateurs. Mais les possibilités sont limitées si l'on songe à augmenter les recettes par le biais des contributions des participants ou de la vente des produits. Mais il existe des exemples qui montrent comment l'on peut diversifier les revenus comme, par exemple, en fournissant des services de conseil, en utilisant des locaux et des outils à plusieurs (institutions, projets, etc.), en profitant de subventions transversales de la part de participants plus aisés, ou de subventions de l'État ou de personnes privées. Une meilleure diffusion des approches permettrait également d'assurer la pérennité institutionnelle. Plus elles seront reconnues comme institutions de formation professionnelle intégrée, plus les offres de ces institutions seront demandées. Il est peu probable cependant que le secteur de la formation professionnelle s'affranchira complètement des subventions extérieures.

## **Résultats et recommandations pour le secteur**

La formation professionnelle connaît, ces dernières années, un regain d'importance dans le contexte de la coopération internationale. Une approche globale et intégrée de la formation professionnelle tend à s'imposer ; elle ne met pas seulement l'accent sur la transmission des compétences professionnelles, mais prend aussi en compte tout le parcours jusqu'à l'emploi, et elle pose la question des compétences que les jeunes doivent acquérir pour pouvoir prospérer - dans la société comme dans le monde du travail. Et dans le contexte de l'appui que MISEREOR destine en priorité à des jeunes qui connaissent des situations difficiles ou qui vivent dans la pauvreté, il est impératif

de mettre en œuvre des mesures pour améliorer l'éducation de base, donner une orientation professionnelle, améliorer les compétences utiles pour la vie ou accompagner l'entrée dans la vie professionnelle si l'on veut que ces jeunes marginalisés puissent accéder au marché du travail.

La formation professionnelle voit son statut augmenter progressivement dans les systèmes d'éducation de nombreux pays en développement. Les offres de formation professionnelle d'acteurs non gouvernementaux comme celles des partenaires de MISEREOR complètent les dispositifs publics en ce sens qu'elles permettent à des groupes défavorisés d'accéder à la formation et au marché du travail. Et si la standardisation des conditions d'accès, des normes de qualité et des programmes est importante dans le système public, elle porte en soi le risque d'exclure les groupes cibles défavorisés du système de formation professionnelle. Ainsi, par exemple, le fait qu'il soit nécessaire d'avoir terminé le cycle secondaire pour accéder à la formation professionnelle normale constitue un véritable handicap. C'est une condition difficile à remplir pour les jeunes issus de groupes marginalisés et défavorisés. C'est pourquoi bon nombre de partenaires de MISEREOR travaillent dans le secteur de la formation professionnelle informelle ou non formelle et adaptent leur offre au niveau de qualification des groupes cibles.

Le secteur de la formation professionnelle représente une part assez minime du travail de MISEREOR. En 2013, il équivaut à 3,6 % du volume d'aide global de MISEREOR qui s'élève à 187,7 millions d'euros. La majeure partie des fonds fournis par MISEREOR est accordée par le ministère de la coopération et du développement par le biais de la Katholische Zentralstelle für Entwicklungshilfe (KZE) ; à ceux-ci s'ajoutent des fonds propres de MISEREOR dans une proportion de 21 %. Dans le contexte des subventions publiques à la formation professionnelle, cette contribution de MISEREOR est loin d'être insignifiante puisqu'elle représente, en 2013, environ 7,5 % du volume global fourni par le BMZ à la formation professionnelle.

Lors de la phase bureau, l'équipe d'évaluation s'était mise d'accord sur la définition des projets de formation professionnelle, à savoir des projets dont l'objectif principal consiste à améliorer la formation professionnelle de jeunes ou d'adultes et à transmettre les compétences professionnelles spécifiques à chaque métier – que ce soit dans un cadre de formation professionnelle formelle, non-formelle ou informelle. Au cours de la phase sur le terrain, toutefois, il est apparu clairement que les activités en amont de la formation professionnelle qui ne donnent pas à proprement parler de

compétences professionnelles spécifiques, étaient aussi très importantes au sens où elles préparent les jeunes gens aux offres de formation professionnelle et à une intégration durable sur le marché du travail. Ces mesures peuvent aller de l'amélioration de l'éducation de base (dans beaucoup de pays, il faut avoir terminé le collège pour pouvoir accéder à la formation professionnelle), à des éléments d'orientation et de formation professionnelles, de préparation à la vie active, à la vie sociale ainsi qu'à la transmission de compétences clés si importantes pour le travail et le marché du travail (« soft skills » ou compétences non techniques comme par exemple la ponctualité, la discipline, l'ordre, une bonne présentation, les principes d'une bonne communication et la confiance en soi). Elles peuvent aussi prendre la forme de modules techniques, d'initiation à l'informatique ou de cours de langue. Il n'est pas rare que des jeunes de condition défavorisée ou vivant des situations difficiles accèdent uniquement à la formation professionnelle véritable par le biais de ces mesures préparatoires.

Il ressort par ailleurs que l'accompagnement des sortants sur la voie d'un premier travail est aussi un élément essentiel de la formation professionnelle. D'où l'importance, dans un contexte de pauvreté et d'exclusion, de ne pas seulement considérer le seul noyau de la formation professionnelle proprement dite, mais de donner aussi du poids aux différentes mesures d'accompagnement des jeunes pour passer de l'école au marché du travail. Vu sous cet angle, la formation professionnelle empiète sur les mesures pour l'emploi et la promotion de l'artisanat, l'éducation de base, et la promotion des jeunes et des femmes en général. L'objectif principal est de développer l'emploi et les possibilités de revenus des groupes cibles et donc d'améliorer durablement leurs conditions de vie et pas seulement de viser la formation professionnelle comme seul et ultime objectif.

L'équipe d'évaluation recommande à MISEREOR de faire davantage pour intégrer ce concept global de formation professionnelle – appui global ciblé - dans le cadre du dialogue avec les partenaires et de mieux propager les expériences enregistrées et les leçons apprises. Parallèlement, il serait utile de mettre plus largement l'accent sur la « promotion des compétences pour le marché du travail ». En outre, MISEREOR peut soutenir les organisations partenaires dans les domaines suivants : pour la réalisation d'études de marché, le renforcement de stratégies de concertation avec l'économie locale, la formation de formateurs, la systématisation et la diffusion d'expériences

d'apprentissage et de stratégies qui ont fait leurs preuves, le travail de lobbying et de mise en réseau ainsi que le développement de stratégies pour la diversification des sources de revenus. De plus, MISEREOR devrait continuer de mettre à disposition des ressources pour les infrastructures et les équipements et aider les partenaires à réaliser un travail de suivi plus effectif. Enfin, MISEREOR devrait s'efforcer de diffuser les expériences positives au niveau du système de formation officiel de sorte à sensibiliser d'autres organisations de la coopération au développement (allemandes et internationales) sur l'orientation vers les groupes cibles et les approches globales.

Le cœur (noyau dur) de l'équipe d'évaluation était composé de Joanna Kotowski, Wolfgang Schlegel, Mareike Fehling, Michael Kleinekathöfer

## **Follow-up (MISEREOR)**

Les résultats de l'évaluation ont été discutés en interne à MISEREOR et avec le BMZ. En voici les points principaux :

Les partenaires de MISEREOR disposent de concepts flexibles particulièrement adaptés pour le travail avec des personnes défavorisées qui permettent à celles-ci d'accéder à la formation et d'améliorer leurs chances dans la vie. L'on distingue cependant trop peu la part qui revient à la formation professionnelle proprement dite et celle qui est liée à des mesures telles que l'amélioration de l'éducation de base, l'orientation professionnelle, l'acquisition de compétences utiles dans la vie ou l'accompagnement lors de l'entrée dans la vie professionnelle. De plus, les expériences que l'on recueille du travail des partenaires sont trop peu disséminées, et ce, bien que des institutions publiques pourraient en profiter parce qu'elles ne disposent justement pas de concepts adaptés pour les personnes défavorisées.

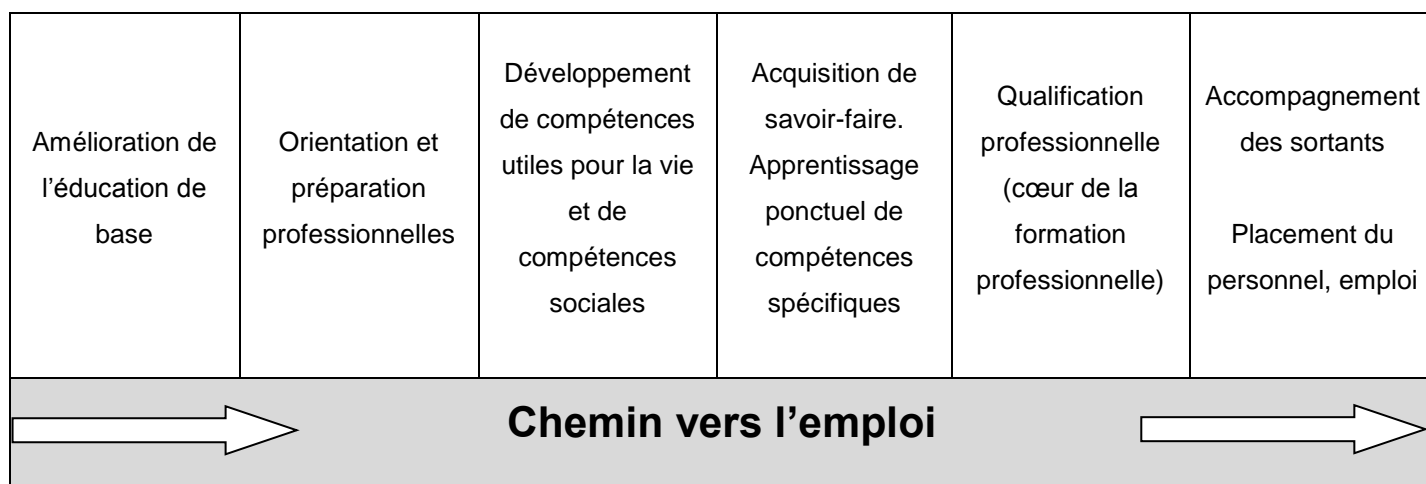
MISEREOR a donc décidé d'élaborer un cadre d'orientation dans lequel le

secteur sera décrit avec ses caractères spécifiques et une orientation vers « l'accroissement des compétences pour le marché du travail ». Ce concept de la formation professionnelle intégrera explicitement cette flexibilité qui a été jusque-là fructueuse dans le travail des partenaires.

Pour ce qui est de l'amélioration des approches concrètes de la formation professionnelle il est apparu clairement que les partenaires devaient améliorer leur orientation vers le marché (du travail) ainsi que le suivi et le pilotage des mesures. C'est pour cette raison que, parallèlement au cadre d'orientation, il sera établi un document d'information qui devrait aider les chargés de mission et les partenaires à élaborer, par exemple, des études de marché ou à développer un système de planification et de suivi.

En matière de diffusion des stratégies de formation professionnelle flexibles pour groupes défavorisés, MISEREOR cherche de plus en plus le dialogue avec des partenaires de coopération publics ou de la société civile, mais aussi surtout avec ses partenaires dans les pays qui n'ont pas été au cœur de l'évaluation de secteur. Concrètement, il est prévu, en 2016, de présenter les résultats lors d'un forum multipartite intitulé « Team formation professionnelle » (réunissant le BMZ, des organisations d'aide et la société civile). Il est également prévu des consultations avec des partenaires du Kenya et de la RDC. Les recommandations sur « le renforcement des relations avec l'économie et les entreprises locales » et les « instruments (améliorés) d'analyses de marché et de systèmes de monitoring » doivent être notamment thématiques et discutées dans les pays partenaires.

## Stratégies de promotion de l'emploi<sup>2</sup>



<sup>2</sup> Joanna Kotowski et al.: Evaluierung des Förderbereichs Berufliche Bildung des Hilfswerks MISEREOR e. V. (évaluation du secteur Formation professionnelle de MISEREOR), rapport de synthèse, p. 6, Wiesbaden/Offenbach, 14 décembre 2015.

Annex II

Ensemble des corrélations hypothétiques entre causes et effets dans le secteur du « Formation professionnelle »

